

REFRAME

ACTION MONDIALE POUR
AMÉLIORER LE CADRE DU
RECRUTEMENT DE LA MIGRATION
DE MAIN D'ŒUVRE



Organisation
internationale
du Travail



UN PROJET UE - OIT | 2017-2020

**BAILLEUR
DE FONDS** Commission européenne

BUDGET 8,400,000 EUR

CONTACT

Maria Gallotti, Conseillère technique
principale, MIGRANT, gallotti@ilo.org

Helen Bohyn, FUNDAMENTALS,
bohyn@ilo.org

Site web: www.ilo.org/reframe

Youtube: ILOTV

Twitter: @ilo
#FairRecruitment

Facebook: ILO.org



La mauvaise gouvernance de la migration de main-d'œuvre ainsi que la faiblesse et les insuffisances de l'application des règlements relatifs au recrutement peuvent entraîner des coûts élevés pour la migration, favorisent les pratiques de recrutement sans scrupule, l'abus des travailleurs, les tromperies et l'exploitation, la discrimination et les inégalités sur le lieu

de travail ainsi que la sous-évaluation des compétences et l'inadéquation de l'emploi. Une politique juste et efficace de recrutement équitable des travailleurs migrants ainsi que des solutions innovantes sont nécessaires pour relever ces défis, protéger les travailleuses et travailleurs migrants, et assurer l'efficacité du marché du travail.

LES DÉFIS



Une gouvernance de la migration de main d'œuvre et des règlements de recrutement insuffisants, contradictoires ou faiblement appliqués



De mauvaises pratiques de recrutement, notamment des frais de recrutement excessifs, des abus, des tromperies et l'exploitation des travailleurs migrants



Un accès limité à l'information sur le recrutement sécurisé, aux opportunités d'emploi et aux procédures



Des situations de discrimination et d'inégalités sur le lieu de travail, y compris un manque de liberté d'association et de négociation collective



Une faible évidence des impacts positifs du recrutement équitable, y compris dans les chaînes d'approvisionnement mondiales



Une incompatibilité entre les qualifications et compétences des travailleurs et les besoins de l'employeur, affectant l'efficacité du fonctionnement des marchés du travail

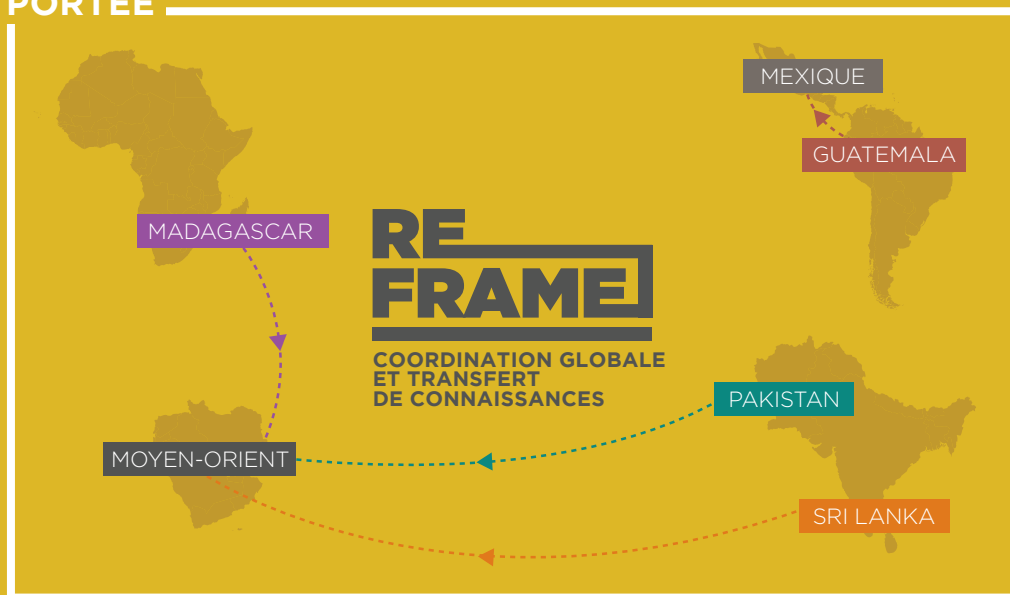
OBJECTIFS DU PROJET



L'**Action mondiale pour améliorer le cadre du recrutement de la migration de main d'œuvre (REFRAME)**, financée par l'Union européenne, a été conçue en réponse à ces questions et est un projet mondial multi-acteurs, visant à réduire les pratiques abusives, les violations des droits de l'homme et des droits du travail pendant la processus de recrutement et visant à maximiser la protection des travailleurs migrants ainsi qu'à consolider leur contribution au développement. Le projet REFRAME adopte une approche globale, fondée sur les droits et sensible au genre, basée sur les **normes internationales du travail**, guidées par l'**Agenda du travail décent**. Le projet vient, par ailleurs, en appui à la diffusion et à la mise en œuvre des **principes généraux et directives opérationnelles de l'OIT** concernant le recrutement équitable. Les bénéficiaires finaux seront les femmes et les hommes travailleurs migrants qui seront directement touchés à travers les interventions aux niveaux national et global.

Le projet a **trois objectifs**:

- 1 Entreprendre une action intégrée en matière de recrutement équitable au niveau de corridors migratoires** afin de démontrer les bénéfices et la faisabilité de modèles de recrutement plus équitables.
Résultats Stratégies intégrées et capacités renforcées des parties prenantes pour lutter contre les pratiques de recrutement abusives dans les pays pilotes.
- 2 Renforcer les capacités** des partenaires sociaux, des entreprises, des organisations de la société civile et des médias en vue de fournir de l'information et des services de qualité aux travailleurs migrants tout au long du processus de recrutement.
Résultats Un projet pilote d'analyse de rentabilité, l'expansion du site web de l'Observatoire du recrutement des migrants, appui au Réseau Mondial des Entreprises de l'OIT et des médias sensibilisés aux enjeux de recrutement équitables.
- 3 Produire et diffuser des connaissances mondiales et des outils** pour informer les politiques et pour renforcer les capacités des acteurs concernés aux niveaux national, régional et international.
Résultats Création de connaissances, d'outils à l'usage global et régional, et une collecte de données et développement de méthodologie pour évaluer le coût du recrutement.



FAIRE PROGRESSER L'INITIATIVE DE RECRUTEMENT ÉQUITABLE

REFRAME contribuera à promouvoir **l'Initiative de l'OIT pour le recrutement équitable**, qui a été lancée en 2014 et qui est un mouvement multi-acteurs visant à prévenir la traite des êtres humains et le travail forcé; à protéger les droits des travailleurs, y compris ceux des travailleurs migrants, contre les pratiques de recrutement et de placement abusives et frauduleuses; à réduire le coût de la migration de travail et à améliorer les impacts positifs sur les conditions de vie des travailleurs migrants et de leurs familles, ainsi que les impacts positifs sur le développement des pays d'origine et de destination.

REFRAME s'aligne sur l'approche à quatre volets de l'Initiative de recrutement équitable:

- Améliorer les connaissances mondiales sur les pratiques de recrutement nationales et internationales
- Améliorer les lois, les politiques et leur application pour promouvoir le recrutement équitable
- Promouvoir des pratiques de commerce équitable
- Autonomiser et protéger les travailleurs

REFRAME continuera à promouvoir les **principes généraux et les directives opérationnelles de l'OIT** concernant le recrutement équitable et soutiendra leur mise en œuvre à travers les corridors migratoires spécifiques.

Les principes et lignes directrices sont destinés à aider les États membres, les partenaires gouvernementaux et les partenaires sociaux, les recruteurs de main-d'œuvre, employeurs et autres acteurs concernés à développer des politiques de recrutement de main-d'œuvre efficaces, en conformité avec les droits de l'homme et les normes du travail internationalement reconnues, à accompagner la transition des pratiques informelles vers les pratiques formelles de recrutement, à éliminer les pratiques frauduleuses et criminelles, à améliorer la protection et l'accès des victimes d'abus aux voies de recours, et à soutenir les mesures préventives telles que la diligence raisonnable des droits de l'homme, à la fois auprès du secteur public et du secteur privé.